



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ DES PRODUITS

RÉUNION CONJOINTE DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LES GRAINES OLÉAGINEUSES ET LES MATIÈRES GRASSES (TRENTIÈME SESSION), DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LES CÉRÉALES (TRENTE-DEUXIÈME SESSION) ET DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LE RIZ (QUARANTE-TROISIÈME SESSION)

Santiago, Chili, 4-5 novembre 2009

FAITS NOUVEAUX CONCERNANT LE FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE

Table des matières

	Pages
I. INTRODUCTION	3
II. PROJETS RELEVANT DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LES GRAINES OLÉAGINEUSES ET LES MATIÈRES GRASSES	3 - 7
A. PROJETS ACHEVÉS DEPUIS 2001 OU EN COURS D'EXÉCUTION	3 - 5
B. PROJETS APPROUVÉS PAR LE FONDS COMMUN ET/OU PAR SON COMITÉ CONSULTATIF, MAIS PAS ENCORE DÉMARRÉS	5 - 7
C. PROJETS À L'ÉTUDE	7

III. PROJETS RELEVANT DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LE RIZ	8 - 10
A. PROJETS ACHEVÉS DEPUIS 2007 OU EN COURS D'EXÉCUTION	8 - 9
B. PROJETS À L'ÉTUDE	9 - 10
IV. PROJETS RELEVANT DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LES CÉRÉALES	10 - 14
A. PROJETS ACHEVÉS DEPUIS 2007 OU EN COURS D'EXÉCUTION	10 - 13
B. PROJETS APPROUVÉS PAR LE FONDS COMMUN ET/OU PAR SON COMITÉ CONSULTATIF, MAIS PAS ENCORE DÉMARRÉS	14

I. INTRODUCTION

1. Ce document rend compte des progrès effectués dans la formulation et l'exécution des projets parrainés par le Groupe intergouvernemental sur les graines oléagineuses et les matières grasses, le Groupe intergouvernemental sur le riz et le Groupe intergouvernemental sur les céréales, en vue de leur financement par le Fonds commun pour les produits de base. Les projets sont examinés séparément pour chaque groupe de produits et les mises à jour fournies décrivent les progrès réalisés depuis la dernière session de chaque groupe. La dernière session du Groupe intergouvernemental sur les graines oléagineuses et les matières grasses a eu lieu en 2001, alors que le Groupe intergouvernemental sur le riz et le Groupe intergouvernemental sur les céréales ont tenu une session conjointe en mai 2007. Un tableau regroupant les principales informations sur chaque projet est fourni dans le document CCP: OF-GR-RI 09 / CRS 4. Vous trouverez ci-après un tableau résumant l'avancement des projets.

RÉSUMÉ DE L'AVANCEMENT DES PROJETS				
	Achevé	En cours d'exécution	Approuvé mais non démarré	À l'étude
Groupe intergouvernemental sur les graines oléagineuses et les matières grasses	4	2	4	2
Groupe intergouvernemental sur le riz	3	2	-	2
Groupe intergouvernemental sur les céréales*	3	3	1	-
Céréales	2	3	2	-
Racines et tubercules				
----- En millions d'USD -----				
Budget (estimations approximatives)	19,5	32,5	25	11,5

*Remarque: tous les projets pour les céréales, les racines et tubercules et les légumineuses relèvent du Groupe intergouvernemental sur les céréales.

II. PROJETS RELEVANT DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LES GRAINES OLÉAGINEUSES ET LES MATIÈRES GRASSES

A. PROJETS ACHEVÉS DEPUIS 2001 OU EN COURS D'EXÉCUTION

Évaluation, conservation et diffusion du matériel génétique de la noix de coco

2. Ce projet très complexe présentant de multiples facettes et réunissant 19 pays s'est achevé en 2004 après cinq années de mise en œuvre. Le financement du Fonds commun pour les produits

de base a été réservé à la composante de projet relative aux essais multisites sur la noix de coco et aux activités associées de transfert de technologie et de coordination, et a permis de constater que l'utilisation efficace d'hybrides était susceptible d'accroître les rendements et la productivité totale des exploitants démunis cultivant le cocotier. Le projet a conduit à l'élaboration de 34 obtentions d'hybrides et à l'identification de 19 variétés précoces et à haut rendement. Il a joué un rôle déterminant dans l'amélioration des compétences des chercheurs spécialisés dans la noix de coco et dans le renforcement des capacités institutionnelles des établissements de recherche aux niveaux national et régional, permettant ainsi de conserver et d'utiliser plus efficacement les ressources génétiques du cocotier.

Protection intégrée contre les ravageurs du cocotier

3. Après trois ans et demi de mise en œuvre, le projet s'est achevé avec succès en septembre 2007. Il a permis d'accomplir des progrès considérables, au niveau mondial, dans les travaux de protection intégrée, avec la mise au point de stratégies modulables et rentables contre deux importants ravageurs du cocotier. Le projet s'est distingué par son caractère international et ses puissants effets de renforcement des capacités. Dans leur lutte contre les ravageurs du cocotier, les régions concernées prêtent désormais une plus grande attention aux méthodes respectueuses de l'environnement. L'introduction du concept d'école pratique d'agriculture dans les programmes de protection intégrée a généré des bienfaits largement reconnus. L'école pratique d'agriculture a prouvé qu'elle constituait un instrument de vulgarisation viable qui garantit la participation des agriculteurs aux programmes de recherche et favorise la responsabilisation de ces populations. L'engagement suivi des services publics de vulgarisation et des conseils nationaux du développement de la culture du cocotier dans la plus grande diffusion de cet instrument, y compris par la formation approfondie d'animateurs, est considéré comme d'une grande importance.

Développement de systèmes semenciers durables d'arachide en Afrique occidentale

4. Ce projet s'est achevé en novembre 2007 après quatre ans et demi de mise en œuvre. Il a réussi à promouvoir l'utilisation de semences de variétés améliorées à travers des systèmes communautaires durables de distribution de semences. Le projet a renforcé les compétences des agriculteurs et d'autres entrepreneurs dans les domaines de la production, de la distribution, de la transformation et de la commercialisation des semences ou encore de la gestion des petites entreprises semencières, notamment au sujet des mesures à prendre pour réduire au minimum la contamination par les aflatoxines. Les conditions nécessaires à l'adoption de semences de variétés améliorées d'arachide ont nettement progressé. Les approches participatives de détermination des besoins variétaux des agriculteurs, de leurs priorités et des solutions acceptables pour eux se sont révélées primordiales, au même titre que le renforcement des capacités des institutions locales. Des réglementations semencières nationales favorables et une collaboration étroite avec le secteur privé sont tout aussi importantes.

Amélioration de la qualité et des débouchés du beurre de karité provenant d'Afrique subsaharienne

5. L'exécution du projet avait été précédée d'un atelier réunissant les parties prenantes régionales en 2002. Le lancement proprement dit a eu lieu en avril 2004, et le projet s'est achevé en décembre 2007. Il a démontré comment il était possible d'améliorer durablement la qualité des noix et du beurre de karité tant à l'échelon des producteurs que sur toute la filière. Une collaboration soutenue s'est installée avec les parties prenantes locales (des femmes principalement) par le biais d'une approche participative, souple et adaptée au pays. Les réseaux entre groupes de producteurs locaux ont été renforcés, et des efforts ont été faits pour promouvoir des canaux de commercialisation plus courts et une relation directe avec les acheteurs finaux. Il en est clairement ressorti que l'amélioration des techniques de production et de commercialisation conduit à une progression soutenue de la valeur ajoutée et de la génération de revenus à l'échelon

local. Le projet est également parvenu à réunir les autorités régionales concernées, afin qu'elles s'engagent dans le processus complexe d'élaboration de normes de produits et de systèmes de classement par qualités applicables dans toute la région. Un délai et des ressources supplémentaires auraient été souhaitables pour consolider pleinement et diffuser plus largement les résultats du projet.

Lutte contre le jaunissement infectieux du cocotier

6. Avant de débuter en 2005, la mise en œuvre du projet a été précédée d'une consultation internationale d'experts en 2002. Après une phase de démarrage lente, le projet est désormais programmé pour durer jusqu'en 2011. Le jaunissement infectieux continue de menacer la production de noix de coco sur de vastes étendues d'Amérique centrale, des Caraïbes et d'autres régions. Le projet appuie les travaux scientifiques ainsi que la recherche et le développement participatifs qui visent à recenser les mesures appropriées de lutte contre cette maladie et à déployer un matériel génétique résistant. Il élabore des moyens harmonisés et efficaces de détection des pathogènes à l'aide de méthodes moléculaires. Cette approche permet d'approfondir la compréhension de l'épidémiologie de la maladie, ce qui conduit à définir de meilleures mesures phytosanitaires. La recherche en laboratoire se combine à l'étude et à l'expérimentation dans les champs des agriculteurs. Les cas de gestion réussie de la maladie à l'échelle d'une exploitation sont examinés, et le projet collabore étroitement avec les agriculteurs au sein de programmes d'éducation et de communication entre exploitants. Le projet a dû relever des défis considérables pour organiser les travaux, mais le fonctionnement administratif s'est progressivement amélioré, tout comme la coordination scientifique.

Production d'oléagineux et commercialisation d'huiles végétales naturelles comme substituts du diesel pour les transports publics au Pérou et au Honduras

7. Ce projet est en cours d'exécution depuis deux ans et devrait s'achever au premier semestre 2010. Reposant sur un partenariat public-privé, il encourage les petits exploitants à cultiver des oléagineux dont l'huile est ensuite utilisée localement comme substitut direct au carburant diesel dans les véhicules de transport en commun gérés par des sociétés privées. Le projet explore la faisabilité technique et économique d'une culture d'oléagineux pérenne, le jatropha, et d'une culture d'oléagineux annuel, le colza, pour un usage combustible. Ces cultures ont été introduites à titre expérimental dans différentes régions et différents milieux du Pérou et du Honduras et ont enregistré de bons résultats. Les premiers éléments probants relatifs à la viabilité des nouvelles filières proposées et à leur capacité de génération de revenus et d'emplois commencent à apparaître. La réponse des agriculteurs et d'autres parties prenantes est globalement encourageante, et la demande locale d'huile végétale directement utilisable comme combustible présente un potentiel de croissance. Toutefois, la concurrence des carburants traditionnels et du biodiesel (produits à l'échelle industrielle) reste un problème important. Les incertitudes quant au développement futur des marchés de l'énergie et des politiques nationales applicables tendent à peser sur le projet. Des politiques publiques distinctes appuyant l'utilisation d'huiles végétales comme carburant, et notamment diverses formes d'incitations et l'introduction de normes de qualité, seront essentielles pour permettre à cette nouvelle filière de résister. En outre, même si la culture de jatropha semble particulièrement adaptable et prometteuse compte tenu des conditions régionales, il faudra encore plusieurs années pour établir la durabilité à long terme de la filière proposée.

B. PROJETS APPROUVÉS PAR LE FONDS COMMUN ET/OU PAR SON COMITÉ CONSULTATIF, MAIS PAS ENCORE DÉMARRÉS

Améliorer le potentiel rémunérateur du palmier à huile dans les régions d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale

8. Ce projet a reçu l'approbation finale du Fonds commun pour les produits de base en octobre 2007. L'accord du projet a été signé et la mise en œuvre devrait commencer aussitôt que les diverses conditions de décaissement auront été remplies par les partenaires nationaux. Cette exécution se fera principalement au Cameroun et au Nigéria, sous l'égide de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'objectif du projet étant de promouvoir, autour du palmier à huile, le développement d'une branche d'activité durable permettant de créer des sources de revenus et de lutter contre la pauvreté. Les problèmes particuliers qui limitent le potentiel du palmier à huile le long de la chaîne de valeur seront traités. L'accent sera mis sur la valeur ajoutée au niveau de l'entreprise avec, comme principaux bénéficiaires, les transformateurs à petite échelle. Les questions relatives à la productivité, à l'efficacité des opérations, à la diversification des produits et à la capacité de fournir aux marchés les quantités et qualités demandées seront abordées au niveau de l'entreprise. Pour assurer un approvisionnement durable des transformateurs en matières premières, les problèmes de productivité et de compétitivité à l'échelle de l'exploitation seront également étudiés. Le projet donnera la priorité à la formation individuelle et collective et à la responsabilisation à l'échelon communautaire. En outre, les risques de dégradation de l'environnement découlant des activités liées à la production d'huile de palme ont été reconnus, et des interventions ont été élaborées afin de réduire ces risques au minimum sur toute la chaîne de valeur.

Augmentation des rendements d'huile de palme des petits agriculteurs en Amérique latine et dans les Caraïbes: réduction de l'écart de rendement

9. Ce projet a été approuvé par le Fonds commun pour les produits de base en octobre 2008. Bien que la signature de l'accord de projet soit toujours en cours, le lancement est provisoirement prévu pour l'été 2009. Le projet appuie les petits cultivateurs de Colombie, de l'Équateur et du Venezuela. Son but est d'accroître leur productivité et leurs profits par une hausse durable des niveaux de rendement moyens, une amélioration du taux d'extraction d'huile et une rationalisation des activités commerciales. Les méthodes testées de mise en culture, les technologies en bloc et les pratiques commerciales seront présentées aux petits cultivateurs après avoir été adaptées. Ces mesures devraient faire progresser les revenus nets, l'emploi et la rentabilité des investissements, garantissant ainsi la compétitivité à long terme des petits exploitants du secteur de l'huile de palme. Le projet durera quatre ans et sera exécuté par le *Latin American and Caribbean Fund for Oil Palm Innovations* (FLIPA) et ses membres nationaux, sous l'égide du Centre international d'agriculture tropicale (CIAT).

Création d'une usine pilote de démonstration et formation pour l'amélioration de la qualité de l'huile d'olive en Amérique latine

10. Approuvé par le Fonds commun en octobre 2007, ce projet est programmé pour un lancement en mai 2009. Situé en Argentine, son objectif est de faire progresser les bénéfices des agriculteurs et la valeur ajoutée du produit en agissant sur le rendement des oliviers et sur la qualité de l'huile. Le projet encouragera la production rentable et écologiquement durable d'une huile d'olive de haute qualité, aux fins d'améliorer les moyens d'existence des petits producteurs d'olive et de stimuler globalement le développement économique durable de la région concernée à travers la modernisation du secteur de l'huile d'olive. La mise en œuvre de méthodes de culture et de techniques de transformation de pointe permettra de maximiser la productivité et l'efficacité tout au long de la filière. L'accent sera également mis sur la réduction des déchets et le recyclage des sous-produits, pour une transformation de l'olive respectueuse de l'environnement. Les cinq principales activités de projet seront les suivantes: i) mise en place d'une usine pilote moderne de production d'huile d'olive; ii) démonstration de méthodes modernes de transformation des olives

en une huile de haute qualité; iii) formation à la gestion d'une oliveraie et à la transformation des olives; iv) promotion de l'investissement dans des installations modernes de transformation des olives; et v) diffusion des constatations du projet dans la région Amérique latine.

Développement en Afrique de la production et de la transformation du sésame destiné à l'exportation

11. Ce projet a été approuvé par le Fonds commun en avril 2009 et devrait être lancé vers la fin 2009 ou le début 2010. Situé au Burkina Faso et au Mali, il vise principalement à faire progresser les revenus et à lutter contre la pauvreté en améliorant durablement la rentabilité de la production, de la transformation et de la commercialisation du sésame par les petits exploitants. L'accent sera mis i) sur l'augmentation de la productivité par l'introduction de pratiques améliorées de conduite des cultures et d'innovations technologiques; ii) sur la création de valeur ajoutée au niveau du village au moyen du nettoyage et du triage ainsi que par la progression générale de la qualité; et iii) sur la création de valeur ajoutée par le nettoyage, le décorticage et la production d'huile à l'échelle industrielle. Pour renforcer la position des producteurs dans la chaîne de valeur, la communication et la collaboration entre ceux-ci et les acteurs du secteur privé seront améliorées. Le projet encouragera de nouvelles formes de gestion des circuits d'approvisionnement, reposant sur une coopération plus étroite entre producteurs et secteur privé. La viabilité des modules de transformation à l'échelle d'un village et à l'échelle industrielle sera établie et des systèmes de traçabilité mis au point. Le but ultime est que le sésame fourni soit à la hauteur des exigences des transformateurs et des exportateurs, tant en quantité qu'en qualité.

C. PROJETS À L'ÉTUDE

Développement de centres intégrés de transformation de la noix de coco en vue de l'amélioration des moyens d'existence en Asie et dans le Pacifique

12. La présentation de cette proposition au Fonds commun pour un premier examen par le Comité consultatif est provisoirement prévue fin 2009. Le projet vise à améliorer le revenu et les moyens d'existence des petits producteurs de noix de coco par l'application de techniques de transformation simples, durables et adaptées, afin d'obtenir des produits de haute valeur et des sous-produits exploitant toutes les parties de la noix de coco. De nouvelles lignes de produits doivent être développées, en prêtant attention en priorité à la faisabilité technique, à la viabilité économique et aux débouchés commerciaux réels. En coopération avec des groupes d'agriculteurs et l'entrepreneur du village, le projet envisage d'installer des centres intégrés de transformation des noix de coco, adaptés aux conditions économiques existantes. Un équipement et des composants techniques spécifiques seront testés pour s'assurer qu'ils seront aisément adoptés par de petits producteurs et entrepreneurs. Il sera également constitué, dans le cadre du projet, un noyau de personnes qualifiées, spécialisées dans les techniques de transformation de la noix de coco et dans l'exploitation et la maintenance des équipements appropriés. En outre, des mécanismes d'assistance seront mis sur pied dans différents domaines – gestion des approvisionnements en matières premières, programmes de commercialisation des produits et système de contrôle de la qualité – de façon à garantir la pérennité et la viabilité financière de l'opération.

Intégration de petits agriculteurs dans l'économie de marché à travers les chaînes de valeur du soja en Afrique orientale et australe

13. La proposition a fait l'objet d'un premier examen par le Comité consultatif du Fonds commun pour les produits de base en 2008, à la suite de quoi une étude de faisabilité a été entreprise et la présentation au Fonds commun d'une proposition révisée a été programmée pour fin 2009. Les principaux lieux envisagés pour l'exécution du projet sont le Malawi et le Mozambique. L'objectif du projet est de promouvoir l'accès à l'économie de marché des exploitants qui pratiquent l'agriculture de subsistance en les associant à des industries utilisatrices. Cela se fera par la mise en route d'usines de démonstration pour la transformation

des fèves de soja en produits à haute valeur nutritionnelle et industrielle. Des technologies améliorées seront fournies aux petits producteurs, cependant que sera renforcée la capacité de transformation des participants du secteur privé. Une diversité de produits élaborés sera présentée au secteur et aux marchés émergents en remplacement d'articles importés. De toutes nouvelles stratégies de transformation des produits et d'expansion des marchés seront utilisées pour tonifier l'offre issue du soja et mettre en place les liens commerciaux adéquats le long de la chaîne de valeur. La hausse de la demande de fèves de soja et des produits qui en dérivent devrait, selon toute prévision, stimuler la demande de techniques de production améliorées et, de ce fait, accroître la compétitivité de la production locale. Au bout du compte, on attend des interventions proposées qu'elles fassent progresser les bénéfices et la sécurité alimentaire des petits agriculteurs, des petits entrepreneurs et des travailleurs ruraux, et qu'elles placent les deux pays parmi les acteurs compétitifs de la chaîne de valeur régionale du soja. L'aperçu du projet est présenté pour examen par les délégués (Document: CCP: OF-GR-RI 09 / CRS 5).

III. PROJETS RELEVANT DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LE RIZ

A. PROJETS ACHEVÉS DEPUIS 2007 OU EN COURS D'EXÉCUTION

Amélioration durable de la productivité de la riziculture dans les vallées intérieures d'Afrique de l'Ouest (Projet SPIRIVWA)

14. Ce projet à long terme a été interrompu en 2002 à la suite des troubles civils en Côte d'Ivoire qui ont notamment obligé l'organisme d'exécution du projet, le Centre du riz pour l'Afrique (ADRAO), à déplacer ses bureaux. Une deuxième phase de mise en œuvre a démarré en janvier 2007, pour se terminer en juin 2009. Le projet a pour objectif d'accroître la productivité des petits producteurs de riz dans les vallées intérieures du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire et du Nigéria, en mettant tout particulièrement l'accent sur la lutte contre les adventices et la sélection de variétés de riz adéquates, comme le riz Nerica. Le projet s'est largement inspiré de l'approche Apprentissage participatif et recherche-action (APRA) pour recenser et parfaire les nouvelles technologies. Il a conduit de façon satisfaisante plusieurs sessions de formation afin de renforcer les capacités des agriculteurs et de leur permettre d'améliorer leurs façons culturales par l'apprentissage, l'expérimentation et l'innovation. Au cours de la dernière mission de supervision, en octobre 2008, une pénurie de semences a été désignée comme un obstacle important susceptible de compromettre la durabilité du projet à long terme.

Évaluation des écarts financiers dans le secteur du riz en Amérique latine et dans les Caraïbes

15. Ce projet accéléré, achevé en décembre 2008, a confirmé l'existence de risques importants auxquels les riziculteurs ont à faire face sur le plan financier et sur le plan de la commercialisation, particulièrement les petits producteurs d'Argentine, de Colombie et du Costa Rica. En plus de déterminer les sources de fluctuation des prix, le projet a examiné les stratégies possibles pour réduire l'exposition des agriculteurs aux risques liés aux prix et à la commercialisation, à travers différents instruments, tels que les contrats agricoles officiels pour le riz, les mécanismes de crédit et d'assurance, les récépissés d'entrepôt, les contrats à terme de gré à gré ou normalisés et les produits dérivés. D'après les rapports, les gouvernements des trois pays bénéficiaires ont pris acte des constatations du projet et étudient certains des outils proposés pour réduire l'exposition au risque des riziculteurs.

Analyse des chaînes de valeur du riz à l'échelle nationale dans le Bassin du Niger au Mali, au Niger et au Nigéria, Afrique de l'Ouest

16. Ce projet accéléré s'est achevé vers la fin 2008, par la présentation d'une étude sur les chaînes de valeur du riz à l'échelle nationale au Mali, au Niger et au Nigéria. Réalisée par le Centre international de développement pour la fertilité du sol et le développement agricole (IFDC), cette étude a confirmé le potentiel du marché du riz dans cette région et a mis en évidence trois points clés à traiter sur la chaîne de valeur: i) accès au crédit pour tous les acteurs, y compris les petits transformateurs; ii) revalorisation de la qualité du produit fini; iii) dénomination et commercialisation. S'appuyant sur ces constatations, l'IFDC a présenté une nouvelle proposition de projet intitulée «Amélioration de la qualité du riz en Afrique de l'Ouest» (étudiée plus loin).

Utilisation de techniques de récolte de l'eau pour améliorer la production vivrière et les revenus dans un système à prédominance rizicole en Amérique centrale

17. La proposition a pour objectif principal d'améliorer la compétitivité de la production rizicole nationale et des autres productions agricoles vivrières en transformant une agriculture pluviale à faible rendement et à haut risque en un système diversifié et irrigué axé sur la riziculture, par l'utilisation parallèle de techniques de récolte de l'eau et de méthodes de conduite des cultures à haut rendement. Le projet, qui s'adresse surtout aux petits agriculteurs, prévoit aussi de les former à la pisciculture en étang pendant la saison des pluies. Le CIAT a démarré l'exécution du projet en septembre 2008 par l'intégration des différentes parties prenantes institutionnelles et privées et par la sélection et la construction des installations de retenue.

Amélioration de la compétitivité de la riziculture en Afrique centrale

18. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'Initiative sur le riz africain, une opération régionale de diffusion de la production de riz Nerica en Afrique. Depuis juin 2008, ce projet a été mis en œuvre par l'ADRAO au Cameroun, en République centrafricaine et au Tchad. Ses principaux objectifs sont l'amélioration de la production et des techniques après récolte, la création d'un certain nombre de centres pilotes de transformation du riz et le renforcement des capacités organisationnelle et technique des agriculteurs, particulièrement des femmes. À fin 2008, le projet avait mis en place les équipes de gestion et de coordination, fait progressé les essais sur les semences de riz, notamment le Nerica, et formé un certain nombre de techniciens à la production semencière. Le projet doit encore sélectionner les mécanismes facilitant l'accès au crédit pour le perfectionnement de la transformation du riz.

B. PROJETS À L'ÉTUDE

Amélioration de la qualité du riz en Afrique de l'Ouest

19. En mars 2009, à l'issue de l'analyse des chaînes de valeur du riz à l'échelle nationale dans le Bassin du Niger, au Mali, au Niger et au Nigéria, l'IFDC a soumis au secrétariat du Groupe intergouvernemental sur le riz un nouvel aperçu de projet articulé autour de deux actions: la première vise à perfectionner la transformation du riz au Mali pour améliorer l'usinage et augmenter la qualité des produits rizicoles finaux, et répondre ainsi aux préférences des consommateurs locaux; la deuxième concerne les femmes étuveuses du Nigéria et prévoit la sélection et la mise en place de techniques d'étuvage simples et reproductibles, toujours dans le but d'obtenir un meilleur produit final. Le projet s'appuiera sur de fortes synergies institutionnelles et complétera d'autres initiatives de développement du riz déjà en place dans les zones envisagées. Il devrait avoir d'importants effets multiplicateurs sur les économies villageoises et favoriser l'essor des petites industries chargées de reproduire l'outillage sélectionné pour la transformation. L'une des composantes majeures du projet est l'établissement d'un programme de garantie des prêts, destiné à permettre aux acteurs de la transformation et de l'étuvage d'accéder aux financements nécessaires pour créer de petits ateliers de transformation au Mali et acheter de nouveaux équipements d'étuvage au Nigéria. Indépendamment des

bénéfices escomptés pour les transformateurs et les villages en général, l'emploi de ces nouvelles techniques peut engendrer des avantages non négligeables pour l'environnement et, dans le cas du Nigéria, pour les femmes. L'aperçu du projet est présenté pour examen par les délégués (Document: CCP: OF-GR-RI 09 / CRS 6).

Mécanisation et intensification de la riziculture impulsée par les marchés

20. Un nouvel aperçu de projet a été soumis par l'Institut international de recherches sur le riz (IRRI) et l'ADRAO. Cet aperçu porte sur la mécanisation¹ du secteur rizicole de neuf pays subsahariens, dont cinq en Afrique orientale et australe (Burundi, Mozambique, Ouganda, Rwanda et Tanzanie) et quatre en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale (Côte d'Ivoire, Mali, Nigéria et Sénégal). Les principaux objectifs du projet sont de stimuler la production en améliorant l'enchaînement et l'efficacité des opérations agricoles, de réduire les pertes après récolte et d'accroître les revenus des agriculteurs grâce à un riz de meilleure qualité.

21. L'aperçu (CCP: OF-GR-RI 09 / CRS 7) doit être affiné et transformé en proposition de projet. Dans l'intervalle toutefois, les Délégués peuvent envisager son approbation de principe.

IV. PROJETS RELEVANT DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LES CÉRÉALES²

A. PROJETS ACHEVÉS DEPUIS 2007 OU EN COURS D'EXÉCUTION

Renforcement des capacités et sensibilisation en faveur de la bourse de produits agricoles pour l'Afrique

22. L'objectif de ce projet accéléré était de mettre en place au Malawi une bourse de produits agricoles détenue par les parties intéressées. Ainsi, le Fonds commun pour les produits de base a apporté son appui à une campagne de sensibilisation, de formation et de renforcement des capacités de ces parties dans le but de faciliter le lancement d'opérations de négoce et d'atteindre le seuil de rentabilité commerciale de la bourse avant la fin du projet. Ce projet d'un an a été mis en œuvre par l'*Agricultural Commodity Exchange* (ACE) et s'est achevé en 2008. Au 31 décembre 2008, le volume d'opérations réalisé par l'ACE représentait 16 738 tonnes de produits divers, pour une valeur de 6 700 000 USD.

Développement industriel et utilisation du malt de sorgho dans l'industrie alimentaire

23. Le projet visait à améliorer l'exploitation industrielle du sorgho produit localement au Ghana et au Nigéria à travers l'adaptation de nouvelles variétés et l'emploi de techniques appropriées pour le maltage et la transformation du malt de sorgho en bière. Après un démarrage plutôt lent en 2003, le projet s'est accéléré à partir de 2005, pour s'achever en juin 2008. Sa mise en œuvre a été assurée par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), avec la participation de partenaires locaux des secteurs public et privé. Dans le cadre de ce projet, les procédés de maltage et de brassage de la bière traditionnelle de sorgho, ou pito, ont été étudiés et documentés. Ces procédés ont été modernisés afin d'améliorer la qualité du produit et de rendre le processus plus sûr, plus efficace et moins fastidieux. Des équipements de maltage et de brassage ont été conçus à cet effet. Le projet prévoyait la formation de certaines femmes brasseuses de pito afin de leur enseigner de nouvelles techniques, de leur permettre

¹ Le projet consiste à améliorer le système actuel de conduite des cultures et à introduire dans le système d'exploitation de petits équipements tels que des motoculteurs, des batteuses à grain et de petites moissonneuses-batteuses. Il est également envisagé d'ajouter une source d'énergie auxiliaire pour le pompage de l'eau, le battage des récoltes et l'usinage du riz.

² Les projets pour les céréales, les racines et tubercules et les légumineuses relèvent du Groupe intergouvernemental sur les céréales.

d'acquérir des compétences en gestion et de leur présenter les nouveaux procédés et équipements mis au point. Bien qu'il soit nécessaire de poursuivre les tests pour vérifier l'adéquation des variétés identifiées en phase d'expérimentation et élaborer un processus de production commerciale des bières de sorgho, l'utilisation des équipements fournis à titre de démonstration devrait permettre de faire connaître les résultats du projet de manière pratique et efficace.

Diffusion de l'utilisation des graines de sorgho et de mil chandelle dans le secteur de l'alimentation pour animaux pour améliorer les moyens d'existence des petits agriculteurs en Asie

24. Le projet s'est terminé en mars 2009. Son objectif était d'appuyer des petits producteurs de sorgho et de mil chandelle afin d'améliorer le rendement des cultures, ainsi que les pratiques de récolte, de regroupement, d'entreposage et de manutention. Le projet a aidé les sociétés semencières privées, les fournisseurs d'intrants et les groupes d'exploitants agricoles à instaurer des mécanismes efficaces de livraison des intrants et à renforcer les liens entre les cultivateurs et les entreprises agroalimentaires, particulièrement les fabricants d'aliments pour volaille et les éleveurs de volailles. Parmi les organisations concernées, on compte des groupes d'agriculteurs, des ONG, des sociétés du secteur privé et des universités agricoles. L'organisme chargé de l'exécution des opérations était l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT), et le projet a été mis en œuvre en Inde principalement, mais aussi en Thaïlande et en Chine (pour le sorgho uniquement). En mars 2009, pour faire connaître les expériences et les enseignements à tirer, l'ICRISAT a organisé un atelier de trois jours auquel ont été conviés des partenaires du projet, des chercheurs et des personnes issues des secteurs public et privé et du secteur agricole et spécialisées dans les projets portant sur des produits de base et utilisant une approche axée sur la chaîne de valeur.

Atlas des produits des zones arides en Afrique

25. En août 2006, le secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification décidait de publier un rapport intitulé «Atlas des produits des zones arides en Afrique», dont l'objet serait de cartographier les produits économiquement importants cultivés dans les régions africaines désertiques. Le Fonds commun pour les produits de base a accordé une subvention afin de financer la proposition sous la forme d'un projet accéléré. Le but de l'Atlas est de mieux faire connaître les produits à fort potentiel de commercialisation et d'échange, qui peuvent aussi être un moyen de lutter contre la désertification. Le projet couvre 16 pays arides d'Afrique comptant parmi les moins avancés. Les pays arides ont été définis comme ceux dont plus de la moitié de la superficie se trouve en zone aride ou semi-aride. La durée initiale du projet était de six mois, mais, du fait de problèmes administratifs au sein de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, le projet a démarré en 2007 et la première ébauche de rapport a été présentée en mars 2008. La version finale (avec les graphiques et les tableaux) a été achevée en mars 2009. En mai 2009, l'Atlas n'avait toujours pas été publié, mais la Convention espérait terminer l'impression dans les mois suivants. Le Fonds commun pour les produits de base et le Groupe intergouvernemental sur les céréales déplorent les problèmes de mise en œuvre du projet et ont déjà fait part à la Convention de leur mécontentement face aux retards répétés.

Création d'une chaîne de valeur du sorgho en Afrique de l'Ouest

26. Ce projet de cinq ans est un partenariat public-privé dont l'objectif est de mettre en place des circuits d'approvisionnement en sorgho stables et de grande qualité, afin d'accroître les revenus des cultivateurs de cette plante et de permettre aux industries nationales de la boisson de remplacer les céréales importées par du sorgho produit localement au Ghana et en Sierra Leone. L'organisme chargé de l'exécution est la *European Cooperative for Rural Development* (EUCORD). Le projet a débuté en avril 2006 et a permis d'obtenir des résultats remarquables jusqu'ici. Dans chaque pays, il est géré par une ONG spécialisée dans la fourniture de services de

développement agricole. Au cours du projet, le sorgho a été transformé en une culture de rapport présentant des débouchés, ce qui a fait de cette production une entreprise bénéficiaire et sûre. La productivité augmente constamment en raison de la formation des exploitants et de leur accès à des techniques agricoles jusque-là inenvisageables. Des variétés locales et étrangères de sorgho sont testées afin de les adapter à la production industrielle à haut rendement. Le projet a un impact économique positif sur les moyens d'existence des agriculteurs, en raison de l'augmentation de leurs revenus. Les exploitants ont un accès direct au crédit sous la forme d'intrants tels que des semences, des produits agrochimiques et des services de tracteur. Les brasseries bénéficient d'un approvisionnement local fiable pour l'une de leurs principales matières premières à un prix compétitif.

Accès des céréaliers au crédit d'inventaire en Éthiopie et en Tanzanie

27. Ce projet a commencé en mars 2008 et a été mis en œuvre par AMIS International Agricultural Consulting Inc. L'utilisation de récépissés d'entrepôt permet aux agriculteurs de déposer leur récolte dans un entrepôt et de se procurer des liquidités en empruntant auprès d'une banque. Ce dispositif leur évite de vendre leurs produits à bas prix après la moisson. Le projet devrait fournir une assistance technique et un soutien pédagogique dans des domaines liés à l'utilisabilité des systèmes de récépissés d'entrepôt. Entre autres actions envisagées, citons une révision de la législation, la création de registres officiels et de procédures de gestion des registres, la création de certificats d'entrepôts et de procédures de certification, le réaménagement ou la modernisation de certains entrepôts, l'expérimentation et la généralisation de nouveaux systèmes de crédits d'inventaires, la promotion du nouveau système et la formation des nouveaux utilisateurs de celui-ci. Pour autant, le projet a été considérablement retardé, puisque l'accord de mise en œuvre du projet avec la Tanzanie n'a été signé qu'en octobre 2008 et celui avec l'Éthiopie ne l'est pas encore, toujours dans l'attente d'une décision ministérielle. En Tanzanie, le bureau local de mise en œuvre a achevé l'enquête initiale d'information et procède actuellement à la sélection des entrepôts pour la campagne en cours. La révision législative débutera prochainement. En Éthiopie, le Fonds commun pour les produits de base prend des mesures urgentes pour faire face à la situation. Si ces mesures ne sont pas couronnées de succès, le Fonds commun retirera son appui à la composante Éthiopie.

Relance et mise en valeur de la production des pommes de terre dans la République populaire démocratique de Corée et au Bhoutan (Phase I)

28. Le principal objectif de ce projet, achevé en mai 2008 et mis en œuvre par le Centre international de la pomme de terre (CIP) au Pérou, a été de s'attaquer aux limites les plus connues de la production de plants de pomme de terre au Bhoutan et en République populaire démocratique de Corée (RPDC). Le projet a permis de remettre en état des installations de production de plants, d'améliorer les méthodes de production de manière à obtenir des plants de qualité et de déterminer des techniques de stockage et de manutention après récolte adaptées au climat et aux conditions économiques de la région. En RPDC, les gains de production obtenus suite à l'introduction de variétés à plus haut rendement ont largement contribué à l'amélioration de la sécurité alimentaire, tandis qu'au Bhoutan la plus grande efficacité du secteur de la pomme de terre a entraîné une augmentation des revenus des producteurs et ouvert de nouvelles possibilités d'exportation vers le nord de l'Inde.

Renforcement de la chaîne de valeur de la pomme de terre dans les pays en développement

29. Ce projet accéléré, mis en œuvre sous forme d'atelier au siège de la FAO en novembre 2008, consistait à s'interroger sur la façon dont la chaîne de valeur de la pomme de terre pouvait conduire à une réduction de la pauvreté et à une amélioration de la sécurité alimentaire. L'atelier s'est intéressé à diverses questions: rôle des instituts de recherche, des organismes publics et des donateurs, et façon dont leurs interventions peuvent aider au mieux les

petits producteurs de pommes de terre à participer efficacement à la chaîne de valeur; possibilités offertes par la recherche et la technologie pour renforcer les systèmes semenciers; mise en évidence de méthodes efficaces de transformation, d'opérations après récolte et de stockage; amélioration de la coordination des petits producteurs, transformateurs et commerçants à travers des initiatives impulsées par les marchés; possibilités de partenariats public-privé; et moyens de développement des marchés locaux et régionaux.

Mise en place de la chaîne de valeur de la pomme de terre en Afrique de l'Ouest

30. Ce projet se propose de développer le secteur de la pomme de terre en Afrique de l'Ouest en le rendant plus compétitif sur le marché, afin d'accroître les revenus des acteurs qui interviennent dans la chaîne de valeur de cette culture. Il s'agit d'un projet de cinq ans qui a débuté en 2008 et qui est mis en œuvre par l'EUCORD. L'une de ses principales innovations est la multiplication de la pomme de terre de plant sur les hauts plateaux de Guinée, qui devrait bénéficier des conditions agroclimatiques favorables prévalant dans la région. Les plants ainsi obtenus serviront à la production de pommes de terre en Guinée et au Sénégal voisin, ce qui constitue actuellement le plus grand marché de la pomme de terre de l'Afrique de l'Ouest. La nette diminution du coût des plants conjuguée à la modernisation des techniques de production et à l'efficacité des liens avec les marchés devraient améliorer la compétitivité des pommes de terre produites localement par rapport aux importations.

Mise en place de la chaîne de valeur du manioc en Afrique de l'Ouest

31. Ce projet vise à développer et à promouvoir les efforts entrepris sur certains marchés régionaux (Bénin, Nigéria et Sierra Leone) sur lesquels le manioc pourrait entrer efficacement en concurrence avec les céréales. Il a débuté en 2008 pour une durée de trois ans et est mis en œuvre par l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA). L'objectif principal du projet est de contribuer à l'amélioration durable du bien-être et des moyens d'existence des agriculteurs et des transformateurs du secteur du manioc, tout en renforçant la sécurité alimentaire. L'offre de produits traditionnels à base de manioc sur les marchés urbains devrait bénéficier de la mise en circulation de variétés à haut rendement de ce tubercule. En outre, le projet cherchera à développer les circuits de commercialisation des produits transformés à partir du manioc afin de proposer un substitut peu coûteux du blé (farine de manioc de qualité supérieure) sur les marchés de la boulangerie et de la confiserie.

Création de richesses au moyen du développement coordonné du secteur de la production et de la commercialisation des pommes de terre au Kenya, en Ouganda et en Éthiopie

32. L'objectif de ce projet de quatre ans, mis en œuvre par le Centre international de la pomme de terre (CIP) depuis 2008, est d'améliorer les moyens d'existence des petits producteurs de pommes de terre en Éthiopie, en Ouganda et au Kenya par le développement de la chaîne de valeur de la pomme de terre. L'approche intégrée adoptée doit permettre d'améliorer les moyens d'existence des petits exploitants au moyen d'interventions parallèles portant sur la chaîne de production et de commercialisation des pommes de terre de plant comme de consommation. La conjugaison d'une meilleure productivité et d'une chaîne de valeur optimisée relèvera le niveau de rentabilité des secteurs de la pomme de terre dans les zones d'intervention. La valeur ajoutée progressera par l'intensification d'une production spécialisée assurée par de petits exploitants pour fournir des marchés en plein essor de la transformation et de la consommation de produits frais haut de gamme. Les producteurs, le secteur privé, les organismes de recherche et le service public de vulgarisation apporteront leur contribution au projet de développement coordonné du secteur de la pomme de terre.

B. PROJETS APPROUVÉS PAR LE FONDS COMMUN ET/OU PAR SON COMITÉ CONSULTATIF, MAIS PAS ENCORE DÉMARRÉS

Renforcement des moyens d'existence des petits exploitants en Asie: mise en relation des petits producteurs de sorgho à sucre avec le secteur de la distillerie de bioéthanol

33. La rédaction des documents de l'accord relatif au projet a débuté à la suite de l'approbation finale de celui-ci en avril 2009 par le Fonds commun pour les produits de base, la mise en œuvre étant prévue fin 2009. Il s'agira d'un projet de quatre ans exécuté par l'ICRISAT. Le sorgho à sucre présente l'avantage de ne pas concurrencer les produits destinés à l'alimentation humaine ou animale, car seul le sirop des tiges récoltées est utilisé pour la production de biocarburants. L'objectif est d'accroître les revenus de petits exploitants et de fournir une sécurité énergétique aux trois pays participants (la Chine, l'Inde et la Thaïlande), sans compromettre l'approvisionnement en produits alimentaires et en fourrage et tout en protégeant l'environnement. Le projet mobilisera des groupes de petits producteurs de sorgho à sucre en vue d'améliorer le rendement des cultures (tiges et grains) ainsi que la production et la commercialisation, et de mettre les exploitants en relation, de manière décentralisée, avec les installations villageoises de broyage, mais aussi directement, et de façon centralisée cette fois, avec les distillateurs d'éthanol. Dans le modèle décentralisé, c'est le sirop issu des tiges de sorgho à sucre qui sera fourni aux distilleries, tandis que dans le modèle centralisé la canne sera acheminée telle quelle aux distilleries. Pour pérenniser ces liens, on cherchera à mettre en place des modèles contractuels innovants d'exploitation agricole. Le projet poussera également les sociétés semencières privées, les fournisseurs d'intrants, les organismes de crédit et les groupes d'agriculteurs à instaurer des mécanismes efficaces de livraison des intrants.

Augmentation de la production des cultures sarclées dans les Caraïbes à travers le perfectionnement des techniques de production et de commercialisation

34. Ce projet vise à remédier aux limites des chaînes de valeur des produits de base en s'appuyant sur des complémentarités intersectorielles telles que les liens avec le tourisme, la santé publique et la nutrition. En outre, conformément aux politiques publiques nationales menées dans la région, l'un des grands objectifs du projet sera de réaliser des économies de devises en diminuant le volume des importations. Une approche intégrée sera adoptée pour la production et la commercialisation de certaines cultures sarclées, afin d'accroître les revenus sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Les racines et tubercules frais et à valeur ajoutée seront privilégiés et les liens producteur-consommateur seront développés au moyen de très nombreuses initiatives. L'organisme chargé de l'exécution est l'Institut de recherche et de développement agricoles des Caraïbes.

Transformation du manioc à petite échelle et intégration verticale du sous-secteur du manioc en Afrique australe et de l'Est (Phase II)

35. L'objectif du projet est de promouvoir les possibilités de génération de revenus du manioc en tant que culture de rapport en Afrique orientale et australe. La Phase I, mise en œuvre de 2003 à 2007, a permis de tester des techniques nouvelles et adaptées au milieu rural de transformation des racines de manioc, périssables, en produits à forte valeur susceptibles d'être conservés, tels que la farine de manioc de qualité supérieure. Cette première phase a établi des liens entre les petits producteurs de manioc et les marchés, et confirmé l'existence de débouchés intéressants dans les communautés des zones d'intervention produisant du manioc. D'une durée prévue de quatre ans, la Phase II portera essentiellement sur le développement de la chaîne de valeur de la farine de manioc de qualité supérieure à Madagascar, en Tanzanie et en Zambie. Ce développement passera par la généralisation de méthodes de production du manioc axées sur les marchés, par une technique de transformation à plus grande échelle et plus efficiente et par des politiques fortes d'expansion des marchés.